

« Il faut repenser la réponse globale à l'épidémie d'Ebola »

RD CONGO MSF souligne la méfiance de la population au Nord-Kivu

► Depuis janvier, plus de 40 % des décès ont eu lieu dans les quartiers, pas dans les centres de traitement.

► MSF appelle à réorganiser la réponse.

Il y a un vrai paradoxe : pour faire face à l'épidémie d'Ebola, qui a été déclarée en août dernier dans la province du Nord-Kivu, d'importants moyens ont été mobilisés, les soins et les traitements se sont améliorés, et pourtant on peine à enrayer l'épidémie en raison de la méfiance de la population locale », explique Meinie Nicolai, directrice générale de Médecins sans frontières (MSF) Belgique. Elle s'est rendue sur place la semaine dernière avec la présidente internationale de MSF, le Dr Joanne Liu.

Pendant le séjour des deux dirigeantes de MSF dans l'est de la RDC, deux centres de traitement de cette fièvre hémorragique ont été attaqués et, pour garantir la sécurité de ses employés, l'organisation humanitaire a décidé de suspendre temporairement ses activités. Le temps aussi de prendre un peu de recul et de réfléchir.

Organisation trop verticale

« C'est le ministère congolais de la Santé qui est en charge de la réponse à cette épidémie, avec le soutien important de l'Organisation mondiale de la santé et l'aide de plusieurs ONG dont MSF, poursuit Meinie Nicolai. Mais nous nous sommes rendu compte que nous travaillons trop de façon verticale, détaille Meinie Nicolai. Une organisation est en charge des funérailles des personnes décédées, une autre de la

décontamination des maisons, une troisième de la sensibilisation. »

« Mais les communautés sont angoissées et perdues, poursuit-elle. Elles voient débarquer chez elles des gens habillés comme des cosmonautes, qui emmènent les corps, brûlent leurs biens, et embarquent manu militari dans les ~~4x4~~ les personnes malades. Tout cela n'inspire pas confiance. L'organisation commune devrait être repensée, avec un vrai travail dans les communautés, les quartiers, que les familles sachent ce qui se passe, qu'elles puissent appeler une personne de référence en cas de problème. »

La méfiance des patients

Car cette méfiance complique la lutte contre l'épidémie : depuis le 1^{er} août, 897 malades ont été identifiés et 563 d'entre eux sont morts. Et depuis le début de cette année, 40 % des décès ont eu lieu dans les communautés, pas dans les centres de traitement.

« Alors qu'un vaccin est à l'essai, une méthode de prévention est testée : dès qu'un malade est identifié, le cercle de ses contacts est vacciné, mais aussi les contacts de ses contacts, détaille la directrice de MSF Belgique. Mais il est très difficile de compléter ces cercles parce que la population se méfie. Le système de prévention n'est donc pas très solide. Même chose dans nos centres de traitement : alors que les soins sont beaucoup plus per-

formants que lors de l'épidémie en Afrique de l'Ouest, que quatre molécules en phase de test sont utilisées sur les patients, une partie des malades ne veut absolument pas venir dans ces centres. »

Des sommes d'argent importantes ont été mobilisées pour

répondre à cette épidémie, mais la population se demande à qui profitent ces millions de dollars. On donne comme consigne de bien se laver les mains, mais les familles manquent d'eau propre et de savon. Et c'est souvent l'armée ou la police qui forcent les gens à suivre les procédures, ce qui n'est ni éthique ni efficace.

Problèmes politiques et sécuritaires

La situation politique et sécuritaire au Sud-Kivu complique encore les choses : plusieurs groupes armés y entretiennent les violences. Alors qu'il y a depuis des années des groupes de combattants s'en prenant aux civils, les gens se sentent négligés par les autorités, jusqu'ici guère

préoccupées de leur sécurité.

Pourquoi faudrait-il leur faire confiance lorsque surgit la maladie ? De nombreuses familles préfèrent se fier aux guérisseurs traditionnels dont les méthodes sont moins invasives.

Et le fait que l'élection présidentielle de décembre dernier n'ait pas pu avoir lieu pour cause d'Ebola à Beni et Butembo a encore ajouté de la suspicion dans le chef des habitants de ces régions, qui ont été encore plus pénalisés puisque privés de leurs droits de citoyens.

« Nous devons absolument améliorer les procédures de décontamination, reprend Meinie Nicolai. On ne peut pas continuer à tout brûler, il n'est pas acceptable que les familles touchées par un décès perdent ensuite tous leurs biens. Même chose pour les funérailles : il faut arriver à mieux concilier les mesures de protection avec les coutumes locales. Il s'agit d'être humains qu'il faut respecter, pas de cobayes... » ■

VÉRONIQUE KIESEL

NÉGOCIATIONS

Gouvernement de coalition

Les partisans de Félix Tshisekedi et de son prédécesseur, Joseph Kabila, ont décidé mercredi de mettre en place « une coalition gouvernementale » ouvrant la voie à la désignation d'un formateur du gouvernement issu des élections de décembre, selon un communiqué. La question de l'identification de la majorité parlementaire, revendiquée par le Front commun pour le Congo (FCC), coalition des partisans de l'ex-président Kabila, a retardé la formation du gouvernement par le président Tshisekedi, vainqueur de la présidentielle. (afp)